

ment relatif à la mise en application de l'allocation logement (p. 3837); Art. 66 : *Son amendement relatif aux modalités de paiement de l'allocation logement* (p. 3842); Art. 68 : *Son amendement tendant à étendre les dispositions de l'article aux primes d'emménagement et de déménagement* (p. 3842); — du projet de loi instituant une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4172); Art. 7 : *Amendement de M. Ramette prévoyant un intérêt de 3 0/0 pour les avances de l'Etat* (p. 4178); Art. 8 : *Amendement de M. Ramette tendant à déduire les cotisations versées des revenus imposables des employeurs* (p. 4178). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application du décret du 24 août 1946 prévoyant l'octroi d'une indemnité forfaitaire d'un franc par kilogramme de charbon pour compenser les majorations de prix du charbon à usage domestique résultant de l'arrêté du 1^{er} mars 1947 [17 décembre 1948] (p. 7695). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 8 bis : *Son amendement relatif à la rédaction des bulletins de vote* [18 février 1949] (p. 677); — du projet de loi fixant la date des élections aux chambres des métiers, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 930); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1932); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de Mlle Prevert tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de travail des femmes et des jeunes* [3 janvier 1950] (p. 38); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 5 : *Son amendement tendant à assimiler aux périodes de salariat la durée des services militaires, de résistance, de déportation* [20 janvier 1950] (p. 436); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 528, 529); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 7 : *Cas de dispense pour les fils d'invalides* [2 mars 1950] (p. 1636); — d'une

proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article additionnel : *Son amendement tendant à annuler les impositions substituant la taxe proportionnelle aux retenues à la source sur les salaires* [30 mai 1950] (p. 3988); *le retire* (p. 3989); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 35 : *Son amendement relatif à la transmission des dossiers des bénéficiaires de l'allocation temporaire* [13 décembre 1950] (p. 9033); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 902); Art. 2 : *Allocations de salaire unique* (p. 937); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 990, 991); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à tenir compte des années de guerre en territoire occupé comme années de travail réel* [9 février 1951] (p. 1000); *Son amendement tendant à supprimer les conditions de rémunération minima pour ouvrir droit à l'allocation* (p. 1000); *le retire* (p. 1001); Art. 9 : *Son amendement tendant à tenir compte des périodes de chômage involontaire* (p. 1004); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1946)* [12 mai 1951] (p. 5116). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (rectifiée) de M. Rincant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions décidée par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à verser de toute urgence les acomptes fixés par les décrets n° 48-1575 du 9 octobre 1948 et 49-45 du 12 janvier 1949, n° 6810. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à créer un tribunal départemental de commerce dans les départements où le petit nombre des affaires ne permet point de créer un tribunal de commerce par arrondissement, n° 8284. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à restituer aux familles dans les plus brefs délais et aux frais de l'Etat les corps des soldats morts en Indochine, n° 9539. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au Ministère des Anciens combattants une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des « Aveugles de la Résistance », n° 10058. — Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 9418) de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au Ministère des Anciens combattants une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des « Aveugles de la Résistance », n° 12587.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1^{er} : *Ses observations sur les vives surdoniques* [29 novembre 1947] (p. 5388); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir un débat public si une majorité de 11 députés au moins, en Commission, s'est prononcée pour la discussion d'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7446); — d'une proposition de loi relative aux rentes et

allocations des mutilés du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 mai 1949] (p. 2730); Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 2734, 2735); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1 bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles pour 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* [21 juillet 1949] (p. 4975); — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu*) [24 février 1950] (p. 1493, 1494); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1820 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sinistres agricoles* [25 mai 1950] (p. 3912); *le retire* (ibid.); Chap. 5130 : *Encouragement à l'industrie chevaline* (p. 3951); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMÉS DE LA GUERRE; Chap. 703 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux aveugles de la résistance* [24 juillet 1950] (p. 5877); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder des prêts pour la construction de bâtiments agricoles* [3 août 1950] (p. 6588); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Contre-projet de M. Legendre tendant à faire constater au début de chaque séance la présence de la majorité absolue des députés* [21 février 1951] (p. 1456).

DUSSEAULX (M. Roger), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 40). — Est nommé : membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); Secrétaire de cette Commission [4 août 1950] (F. n° 612), [25 janvier 1951] (F. n° 659). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée nationale au sein de la Commission de